

Art 12. De directeur van het centrum wordt door de Regering benoemd. Hij behoudt zijn aanspraak op weddeverhoging en op benoeming in andere bevorderingsambten.

Art. 13. De opdrachthouders moeten deel uitmaken van het in art. 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 bedoelde bestuurs- en onderwijzend personeel en vast benoemd zijn.

Ze worden door de voor de betrokken inrichtingen bevoegde Minister aangesteld voor een mandaat van 2 jaar, dat vernieuwbaar is.

Tijdens hun detachering zijn zij met verlof voor een opdracht in het belang van het onderwijs.

De betrekkingen worden als volgt toegewezen :

- 1 eenheid voor het gewoon kleuteronderwijs,
- 3 eenheden voor het gewoon en buitengewoon lager onderwijs,
- 1 eenheid voor het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs,
- 10 eenheden voor het lager en hoger secundair onderwijs : algemene vakken,
- 2 eenheden voor het lager en hoger secundair onderwijs : technische vakken en beroepspraktijk,
- 1 eenheid voor het lager en hoger secundair onderwijs : bijzondere vakken,
- 1 eenheid voor het hoger onderwijs,
- 1 eenheid voor het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Voor bijzondere en uitzonderlijke taken kan de Minister voor een bepaalde duur bijkomende opdrachthouders aanstellen.

Art 14. De leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel worden in dienst genomen volgens een arbeidsovereenkomst.

Art. 15. In afwijking van artikel 8 t/m 10 van dit besluit wordt het personeelslid belast met de leiding van het centrum op de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast benoemd tot directeur "Centre d'autoformation et de formation continuee".

Hij geniet de weddeschaal 422.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden behouden hun aanspraak op een benoeming in een bevorderingsambt en op weddeverhoging.

Art. 16. Aan het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het materieel en financieel beheer van de rijksdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs, wordt een artikel 19bis toegevoegd.

Het luidt als volgt :

"In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk zijn de ontvangsten en uitgaven van het "Centre d'autoformation et de formation continuee" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap onderworpen aan de algemene regeling die inzake bestuurs- en begrotingscontrole toepasselijk is op de begroting van de Franse Gemeenschap".

Art. 17. De bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap beheert de gebouwen van het centrum.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Art. 19. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

7 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu la loi du 31 juillet 1984 de redressement, notamment l'article 83, alinéa 1er, modifié par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993 et 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 juin 1970 instituant un service technique dans la partie francophone du pays, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1er août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu le protocole du Comité du secteur IX des 9 janvier, 20 janvier, 3 février et 13 février 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions, donné le 5 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — De la mission et des attributions

Article 1er. Il est créé un Centre technique compétent pour les établissements d'enseignement de plein exercice et de promotion sociale de la Communauté française à l'exclusion de l'enseignement universitaire. Il porte le nom de Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, ci-après dénommé : "Le Centre".

Art. 2. Sans préjudice des dispositions des arrêtés royaux fixant les attributions des services de l'Administration et les règlements organiques des services d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française, le Centre a pour mission :

1° de produire et de vendre des documents à l'usage de l'enseignement;

2° de promouvoir l'utilisation du matériel didactique dans les établissements d'enseignement de la Communauté française, visés à l'article 1er. Dans le cadre de cette mission, le Centre assure :

a) la constitution, l'étude et la diffusion, dans les établissements d'enseignement de la Communauté française, d'une documentation relative au matériel didactique;

b) la mise au point de prototypes de matériel didactique, la construction de ce matériel et de matériel non commercialisé, ainsi que la confection de documents de référence;

c) l'étude de l'équipement et de l'organisation des laboratoires scolaires et des salles de cours spécialisées, ainsi que la construction de mobilier et d'équipements spécialisés;

d) des études de marché et procède à des achats groupés permettant aux établissements d'enseignement de la Communauté française d'acquérir du matériel didactique et d'autres équipements spécialisés au meilleur rapport qualité/prix;

e) l'entretien et la réparation des matériels et équipements cités aux points 2. 1 et 4 acquis par les établissements d'enseignement de la Communauté française;

f) la rédaction, l'édition, la diffusion et la vente d'ouvrages pédagogiques.

Le Centre apporte son concours :

a) à l'initiation du personnel directeur et enseignant et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, à l'utilisation pédagogique et à l'entretien du matériel didactique;

b) à la conservation et à la restauration du matériel et du mobilier pédagogique anciens.

Art. 3. Certaines missions prévues à l'article 2 peuvent être effectuées au bénéfice d'organismes ou d'institutions d'enseignement non visés à l'article 1er sur base d'une convention conclue entre le Ministre compétent et les responsables desdits organismes et institutions d'enseignement, sur proposition du Conseil de gestion.

CHAPITRE II. — De l'organisation et du fonctionnement

Art. 4. § 1er. Il est institué un Conseil de gestion qui définit les politiques du Centre.

Le Conseil de gestion fixe les besoins du Centre en matière de personnel de maîtrise, gens de métiers et de service en tenant compte, d'une part des dispositions légales, décrets et réglementaires applicables aux établissements d'enseignement de la Communauté française et, d'autre part, des tâches spécifiques du Centre.

Il procède au recrutement et au licenciement des membres de ce personnel.

Il propose au Ministre la désignation des chargés de mission dans les limites précisées à l'article 6.

Toute décision ayant trait au recrutement et au licenciement du personnel contractuel ou touchant aux conditions générales de travail est prise après avis préalable et motivé du Comité de concertation de base créé au sein du Centre visé à l'article 1er.

§ 2 Le Conseil de gestion se compose de l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes qui le préside, des Inspecteurs généraux, de l'Administrateur pédagogique, des Inspecteurs coordonnateurs des niveaux d'enseignement concernés et du directeur du Centre.

En outre, le Conseil de gestion comprend :

1° un inspecteur des cours de sciences;

2° deux chefs d'établissement d'enseignement secondaire;

3° un chef d'établissement d'enseignement supérieur;

4° un chef d'établissement de l'enseignement de promotion sociale;

5° un chef d'établissement d'enseignement fondamental;

6° un chef d'établissement d'enseignement spécial.

Les membres du Conseil de gestion visés à l'alinéa 2 appartiennent à l'enseignement de la Communauté française et y sont désignés par le Ministre.

Leur mandat est d'une durée de 4 ans, renouvelable une fois.

§ 3. Le secrétariat du Conseil de gestion est assuré par l'Administrateur secrétaire qui a voix consultative.

Le Conseil de gestion se réunit au moins quatre fois par an. Il détermine son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 5. La préparation, l'organisation et l'animation des journées pédagogiques et des stages se font en concertation avec l'inspecteur ou les inspecteurs compétents pour la discipline concernée et le directeur du Centre.

Art. 6. Le cadre du Centre se compose des emplois suivants :

1° Directeur	1
2° Chef d'atelier	1
3° Des chargés de mission à concurrence de 3 emplois à prestations complètes	
4° Administrateur secrétaire	1
5° Premier secrétaire comptable, ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité	1
6° Rédacteur ou premier-rédacteur	2
7° Commis-dactylographe ou premier commis-dactylographe	2
8° Commis ou premier commis	1

Art. 7. Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 octobre 1991 sont apportées les modifications suivantes :

1° le point D, b, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1969 et 7 mars 1979 est complété par la disposition suivante :

"13bis : Chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique."

2° le point D, c, 18 abrogé par l'arrêté royal du 7 mars 1979 est rétabli dans la rédaction suivante :

"18 : Directeur d'un Centre technique et pédagogique."

Art. 8. Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, l'emploi de directeur d'un Centre technique et pédagogique est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1. professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2. chef d'atelier dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

3. professeur, sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

Art. 9. Les membres du personnel visés à l'article 8 doivent répondre aux conditions suivantes :

1. être titulaires à titre définitif d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de la Communauté française;

2. être porteurs du titre requis pour l'une des fonctions visées au point 1 du § 2 ci-dessus;

3. compter une ancienneté de service de 10 années au moins et une ancienneté de fonction de 6 années au moins dans l'enseignement de la Communauté française.

Cette ancienneté de service et cette ancienneté de fonction sont calculées conformément à l'article 85, a, b, c, d, e et f de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel dans l'enseignement de l'Etat;

4. avoir obtenu la mention Bon au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection;

5. introduire sa candidature dans la forme et le délai fixé par l'appel aux candidats.

Art. 10. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 102bis, rédigé comme suit :

"Par dérogation aux dispositions de l'article 97, les candidats à la fonction de directeur du centre technique et pédagogique sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un jury constitué par le Ministre.

Pour classer les candidats, le jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer."

Art. 11. Au chapitre D - Personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire supérieur -, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, il est inséré, entre les fonctions de directeur médical et de sous-directeur, la fonction de "directeur d'un centre technique et pédagogique" : échelle 422°.

Art. 12. Le directeur du Centre technique et pédagogique est nommé par le Gouvernement. Il conserve ses titres à l'avancement de traitement et à une nomination dans d'autres fonctions de promotion.

Art. 13. Par dérogation à l'article 8, § 2, qui modifie l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, l'emploi de chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1. professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2. chef d'atelier dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

Art. 14. Le membre du personnel visé à l'article 13 doit répondre aux conditions suivantes :

1. être titulaire à titre définitif d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de la Communauté française;
2. être porteur du titre requis pour l'une des fonctions visées à l'article 13;
3. compter une ancienneté de fonction de 6 ans au moins dans l'enseignement de la Communauté française. Cette ancienneté de fonction est calculée conformément à l'article 85, a, b, c, d, e et f de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;
4. avoir obtenu la mention Bon au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection;
5. introduire sa candidature dans la forme et le délai fixé par l'appel aux candidats.

Art. 15. Par dérogation aux dispositions de l'article 91 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les candidats à la fonction de chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique sont classés dans l'ordre de leurs mérites par une Commission constituée par le Ministre.

Pour classer les candidats, la Commission prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat et qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer.

Art. 16. Au chapitre D de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, il est inséré après la fonction de chef d'atelier, la fonction de "chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique" : échelle 231".

Art. 17. Le Chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique est nommé par le Gouvernement. Il conserve ses titres à l'avancement de traitement, à la nomination à d'autres fonctions de sélection et aux fonctions de promotion.

Art. 18. Les chargés de mission visés à l'article 6, 3°, doivent satisfaire aux conditions suivantes : faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et être nommés à titre définitif.

Ils sont désignés pour un terme de deux ans par le Ministre qui a les établissements d'enseignement concernés dans ses attributions.

Leur mandat est renouvelable.

Pendant la durée de leur détachement, les membres du personnel bénéficient d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

Pour des tâches particulières et exceptionnelles, le Ministre peut désigner des chargés de mission supplémentaires relevant des personnels visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, et ce pour une durée déterminée.

Art. 19. Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont engagés sous contrat de travail.

Art. 20. § 1er. Par dérogation aux dispositions des articles 13, 14 et 15 du présent arrêté, le membre du personnel chargé actuellement de la fonction de chef d'atelier du centre technique de l'Enseignement de la Communauté française est nommé à cette fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Il bénéficie de l'échelle de traitement 226/1.

§ 2. Le membre du personnel auxiliaire d'éducation, occupant l'emploi de premier secrétaire comptable visé à l'article 6 est transféré sur base de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 juin 1970 instituant un service technique dans la partie francophone du pays, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981.

Il est chargé, jusqu'à sa mise à la retraite, de la comptabilité du Centre.

§ 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 4, § 1er, alinéa 2, et de l'article 19 du présent arrêté, le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de premier ouvrier qualifié à l'Institut supérieur pédagogique et économique de la Communauté française à Mons est affecté définitivement au Centre institué à l'article 1er.

§ 4. Les membres du personnel visés au présent article conservent leurs titres à une nomination à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 21. Un article 19ter est ajouté à l'arrêté royal du 29 décembre 1994 relatif à la gestion matérielle et financière des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat.

Il est rédigé comme suit :

"Par dérogation aux dispositions énoncées au présent chapitre, les recettes et les dépenses du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française sont soumises aux règles générales du contrôle administratif et budgétaire applicables au budget de la Communauté française."

Art. 22. La direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française assure la gestion des bâtiments du Centre.

Art. 23. L'arrêté royal du 10 décembre 1953 instituant un service technique à l'Athénée royal de Gand ainsi que l'arrêté royal du 15 juin 1970 instituant un service technique dans la partie francophone du pays, tel que modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981 sont abrogés en ce qui concerne la Communauté française à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Art. 25. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 7 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Th. MAHOUX

VERTALING

[S - C - 29321]

N. 95 - 2313

7 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op de herstellwet d.d. 31 juli 1984, inz. op artikel 83, 1e lid, gewijzigd bij decreet van 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, nr. 296 d.d. 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni en 19 juli 1993 en 4 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juni 1970 tot oprichting van een technische dienst in het Franstalig lands-deel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 december 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977, nr. 69 van 20 juli 1982, van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari en 20 december 1988, bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het protocol van Sectorcomité V d.d. 9 januari, 20 januari, 3 februari en 13 februari 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 20 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor de begroting van de Franse Gemeenschap, gegeven op 5 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en bevoegdheden.*

Artikel 1. Een technisch en pedagogisch centrum wordt opgericht voor het personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, met volledig leerplan of voor sociale promotie, behalve het universitair onderwijs. Dit centrum wordt hierna het Centrum genoemd.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de bevoegdheid van de bestuursdiensten en de organieke regeling van de inspectiediensten voor toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap moet dit Centrum :

- 1° documenten voor het onderwijs voortbrengen en verkopen;
- 2° het gebruik van leermiddelen bevorderen in de in artikel 1 bedoelde onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, o.m. door :
 - a) documentatie over die leermiddelen aan te leggen, te onderzoeken en in bedoelde inrichtingen te verspreiden;
 - b) prototypes van leermiddelen uit te werken, die leermiddelen en niet in de handel gebrachte middelen te vervaardigen, referentiedocumenten op te stellen;
 - c) de uitrusting en organisatie van schoollaboratoria en gespecialiseerde leszalen te bestuderen, gespecialiseerde meubels en uitrusting te vervaardigen;
 - d) marktstudies en gegroepeerde aankopen te doen om bedoelde inrichtingen leer middelen en gespecialiseerde uitrusting volgens de beste kwaliteit/prijsverhouding te laten kopen;
 - e) materieel en uitrusting, bedoeld sub 2, 3 en 4 en door voormelde inrichtingen gekocht, uit te geven, te verspreiden, te verkopen;
 - f) het opstellen, uitgeven, verkopen van opvoedkundige werken.

Het centrum draagt bij tot :

- a) de opleiding van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het meesters-, vak- en dienstponeel met het oog op het pedagogisch gebruik en het onderhoud van de leermiddelen;
- b) het bewaren en herstellen van oud pedagogisch materieel en meubilair.

Art. 3. Opdrachten bedoeld in artikel 2 kunnen uitgevoerd worden voor instellingen of inrichtingen die in artikel 1 niet vermeld worden, via een overeenkomst tussen hun verantwoordelijken en de bevoegde Minister, op voorstel van de raad van beheer.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie en werking*

Art. 4. § 1. Een raad van beheer wordt opgericht om het beleid van het centrum te bepalen.

Hij bepaalt de behoeften van het centrum inzake meesters-, vak en dienstponeel, gelet op de wetten, decreten en verordeningen, toepasselijk op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, en op de specifieke taken van het centrum.

Hij voorziet in de werving of afdanking van die contractuelen.

Hij stelt de bevoegde Minister de aanstelling van opdrachthouders voor, binnen de in artikel 6 hierna gestelde perken.

Elke beslissing tot werving of afdanking van contractuelen of betreffende de algemene werkvoorwaarden wordt getroffen na een met redenen omkleed advies van het basisoverlegcomité, opgericht in het centrum.

§ 2. De raad van beheer omvat de administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs, die de raad voorziet, de inspecteurs-generaal, de pedagogisch beheerder, de inspecteurs-coördinatoren van de betrokken onderwijs-niveaus en de directeur van het centrum, alsook :

- 1° een inspecteur wetenschappelijke vakken;
- 2° twee inrichtingshoofden uit het secundair onderwijs;
- 3° een inrichtingshoofd uit het hoger onderwijs;
- 4° een inrichtingshoofd uit het basisonderwijs;
- 5° een inrichtingshoofd uit het buitengewoon onderwijs;
- 6° een inrichtingshoofd uit het onderwijs voor sociale promotie.

De leden bedoeld in het 2e lid behoren tot het onderwijs van de Franse Gemeenschap en worden door de Minister aangesteld.

Hun mandaat duurt 4 jaar en kan eenmaal vernieuwd worden.

§ 3. Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door de beheerder-secretaris, die raadgevende stem heeft.

De raad vergadert ten minste viermaal per jaar en bepaalt zijn huishoudelijk reglement, dat de Minister ter goedkeuring voorgelegd wordt.

Art. 5. De pedagogische dagen en stages worden voorbereid, ingericht en geleid in overleg met de bevoegde vakinspecteurs of het bestuur Organisatie van het Onderwijs en de Directeur van het centrum.

Art. 6. De formatie van het centrum omvat volgende betrekkingen :

1° directeur.....	1
2° werkmeester.....	1
3° opdrachthouders, ten belope van 3 voltijdse betrekkingen	
4° beheerder-secretaris.....	1
5° (eerste) secretaris-boekhouder.....	1
6° (eerste) opsteller.....	2
7° (eerste) klerk-typist.....	2
8° (eerste) klerk.....	1

Art. 7. Artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs en van het niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op die inrichtingen, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 20 oktober 1991, wordt gewijzigd als volgt :

- 1°. punt D, b, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 31 juli 1969 en 7 maart 1979, wordt aangevuld als volgt :
"1bis : werkmeester bij een technisch-pedagogisch centrum".
- 2°. punt D, c, 18, opgeheven bij koninklijk besluit van 7 maart 1979, wordt hersteld als volgt
"18. directeur van een technisch-pedagogisch centrum".

Art. 8. In afwijking van artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te worden in bevorderingsambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het rijksonderwijs, kan de betrekking van directeur van een technisch-pedagogisch centrum begeven worden aan een personeelslid, titularis van een van onderstaande wervings- en selectieambten :

1. leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs;
2. werkmeester in het hoger secundair onderwijs;
3. provisor, onderdirecteur in het hoger secundair onderwijs.

Art. 9. De in artikel 8 bedoelde personeelsleden moeten :

1. vast benoemd zijn in een voltijds ambt in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
2. houder zijn van het voor een in § 2, 1 hierboven bedoeld ambt vereiste bekwaamheidsbewijs;
3. in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ten minste 10 jaar dienstanciënniteit en ten minste 6 jaar ambts-anciënniteit tellen, berekend overeenkomstig artikel 85, a t/m f, van het statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969;
4. de vermelding "goed" gekregen hebben in de jongste signalementstaat en het jongste inspectieverslag;
5. zich kandidaat stellen in de vorm en de termijn, bepaald in de oproep tot de kandidaten.

Art. 10. In voormeld statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt een artikel 102bis ingevoegd :

"In afwijking van artikel 97 worden de kandidaten voor het ambt van Directeur van het technisch-pedagogisch centrum gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Minister samengestelde examencommissie. Bij die rangschikking houdt men rekening met de signalementstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken, die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen.

Art. 11. In hoofdstuk D - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het hoger secundair onderwijs - van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psychomedisch-sociale centra van de Staat, wordt tussen medisch directeur en onderdirecteur het ambt "directeur van een technisch-pedagogisch centrum : schaal 422" ingevoegd.

Art. 12. De directeur van het technisch-pedagogisch centrum wordt door de Regering benoemd. Hij behoudt zijn aanspraak op weddeverhoging en op benoeming in andere bevorderingsambten.

Art. 13. In afwijking van artikel 8, § 2, waarbij artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot bepaling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om in selectieambten benoemd te worden, gewijzigd wordt, hebben de titularissen van een van de onderstaande wervings- of selectieambten toegang tot de betrekking van werkmeester in een technisch-pedagogisch centrum :

1° leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs;

2° werkmeester in het hoger secundair onderwijs.

Art. 14. Het in artikel 13 bedoelde personeelslid moet :

1. vast benoemd zijn in een voltijds ambt in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
2. houder zijn van het voor een in artikel 13 bedoelde ambt vereiste bekwaamheidsbewijs;
3. in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ten minste 6 jaren ambtsanciënniteit tellen, berekend overeenkomstig artikel 85, a 1/m f, van het statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969;
4. de vermelding "goed", gekregen hebben in de jongste signalementstaat en het jongste inspectieverslag;
5. zich kandidaat stellen in de vorm en de termijn, bepaald in de oproep tot de kandidaten.

Art. 15. In afwijking van artikel 97 moeten de kandidaten voor het ambt van werkmeester in een technisch-pedagogisch centrum gerangschikt worden volgens hun verdiensten door een door de Minister samengestelde examencommissie. Bij die rangschikking houdt men rekening met de signalementstaat, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken, die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen.

Art. 16. In hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 wordt na "werkmeester" het ambt "werkmeester in een technisch-pedagogisch centrum : schaal 231" ingevoegd.

Art. 17. De werkmeester van het technisch-pedagogisch centrum wordt door de Regering benoemd. Hij behoudt zijn aanspraak op weddeverhoging en op benoeming in andere bevorderingsambten.

Art. 18. De in artikel 6, 3°, bedoelde opdrachthouders moeten deel uitmaken van het in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 bedoelde bestuurs- en onderwijzend personeel en vast benoemd zijn.

Ze worden door de voor de betrokken richtingen bevoegde Minister aangesteld voor een mandaat van 2 jaar, dat vernieuwbaar is.

Tijdens hun detachering zijn zij met verlof voor een opdracht in het belang van het onderwijs.

Voor bijzondere en uitzonderlijke taken kan de Minister voor een bepaalde duur bijkomende opdrachthouders aanstellen, behorend tot het in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 bedoelde personeel.

Art. 19. De leden van het meesters-, vak- en dienstpenseel worden in dienst genomen volgens een arbeidsovereenkomst.

Art. 20. § 1. In afwijking van de artikel 13 1/m 15 van dit besluit wordt de huidige werkmeester in het technisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap op de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast benoemd in dat ambt.

Hij geniet de weddeschaal 226/1.

§ 2. Het lid van het opvoedend hulppersoneel dat de in artikel 6 bedoelde betrekking van eerst secretaris-boekhouder bekleedt wordt overgeheveld ingevolge artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 juni 1970 tot oprichting van een technische dienst in het Franse landsgedeelte, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 december 1981, en tot zijn pensionering belast met de boekhouding van het centrum.

§ 3. In afwijking van de artikelen 4, § 1, 2e lid, en 19 van dit besluit wordt het personeelslid, vast benoemd als eerste geschoold werkmans bij "Institut supérieur pédagogique et économique de la Communauté française" te Bergen, definitief verbonden aan het bij artikel 1 ingesteld centrum.

§ 4. De in dit artikel bedoelde personeelsleden behouden hun aanspraak op een benoeming in een bevorderingsambt en op weddeverhoging.

Art. 21. Aan het koninklijk besluit van 29 december 1994 betreffende het materieel en financieel beheer van de rijksdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs, wordt een artikel 14ter toegevoegd.

Het luidt als volgt :

"In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk zijn de ontvangsten en uitgaven van het technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap onderworpen aan de algemene regeling die inzake bestuurs- en begrotingscontrole toepasselijk is op de begroting van de Franse Gemeenschap."

Art. 22. De bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap beheert de gebouwen van het centrum.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 10 december 1953 tot oprichting van een technisch centrum bij het K.A. Gent en dat van 15 juni 1978 tot oprichting van een technisch centrum in het Frans taalgebied, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 december 1981, worden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit opgeheven voor de Franse Gemeenschap.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Art. 25. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX